

MOHAMED CHAFIK MESBAH RÉPOND À ADDI LAHOUARI

Devoir de mémoire et impératifs scientifiques

Notre collaborateur Mohamed Chafik Mesbah, qui est à l'origine du débat que les colonnes du Soir d'Algérie abritent autour de questions liées à l'histoire de la guerre de Libération nationale, nous a remis, comme il s'y était engagé, le commentaire qui fait suite à la mise au point de Lahouari Addi parue le 20 juillet 2008.

«Le professeur en tant que professeur ne devrait pas avoir la prétention de vouloir porter en sa giberne le bâton de maréchal de l'homme d'Etat, comme cela arrive quand il profite de sa chaire, à l'abri de toute tourmente, pour exprimer ses sentiments d'homme politique», Max Weber, Essais sur la théorie de la science, 1917.

Avant de m'engager plus avant dans ce débat abrité par les colonnes du *Soir d'Algérie*, il me plaît de citer la remarque toute pertinente de Max Weber, ce sociologue allemand qui aura décidément marqué son temps.

Une formule qui présente l'avantage de situer, d'emblée, la nature réelle de la divergence conceptuelle qui me sépare du sociologue Lahouari Addi. C'est à rétablir les faits que je vais, donc, me consacrer en premier lieu. Il est nécessaire, en effet, d'entourer ce débat naissant de toute la sérénité qui lui sied.

Cela fait quelque temps que j'avais engagé avec Lahouari Addi, en réponse à un appel qu'il avait lancé dans les colonnes du *Quotidien d'Oran*, un échange d'idées très dense même si, souvent, entrecoupé. Je suppose que mon interlocuteur ne m'a jamais pris en défaut de loyauté intellectuelle.

Tout en prenant acte de nos divergences, nous avons pu engager, sans devoir nous jeter, réciproquement, des anathèmes, un débat que j'ai qualifié de contrarié mais qui aura été marqué, indiscutablement, du sceau du respect que se doivent entre eux des intellectuels.

Je suppose, par conséquent, qu'en commettant sa mise au point, Lahouari Addi a voulu se saisir de l'article consacré à la première promotion des cadres de la Wilaya V comme d'un prétexte pour engager un débat qu'il a longtemps souhaité.

Autrement il n'y avait pas manquement à l'éthique intellectuelle justifiant d'un blâme. Lahouari Addi ne peut ignorer, après lecture de tous nos échanges, que si je me

réclame, ostensiblement, d'une proximité affective avec «les soldats de l'ombre» de la Révolution — qu'il appelle, pour sa part, les «boussouf-boys» —, je ne me suis jamais prévalu, pour autant, d'un droit quelconque d'excommunication contre un citoyen.

Je ne suis pas là pour juger des convictions patriotiques de mes semblables, ni même de leurs opinions en propre. Je ne me réclame ni du statut de l'intercesseur mandaté par un pouvoir divin, ni de celui du procureur investi par la justice de son pays.

C'est le débat d'idées qui m'intéresse et le débat d'idées consiste, précisément, à mettre en confrontation, dans un cadre de parfaite liberté scientifique, des opinions divergentes.

Si tant est que le désaccord avec Lahouari Addi porte de manière fondamentale, sur des questions de méthode, peut-être convient-il, alors, de s'y attarder.

En aucune manière, je ne conteste à Lahouari Addi le droit de soumettre à critique l'histoire contemporaine de l'Algérie. C'est la confusion qu'il commet entre statut de chercheur et celui d'acteur politique qui pose problème. C'est tout le sens de la formule de Max Weber que j'ai placée en exergue de ce commentaire. L'engagement politique pousse souvent à cultiver les lieux communs à travers une argumentation expéditive.

La recherche scientifique exige du détachement, en fait de «la vigilance épistémologique» comme dirait Pierre Bourdieu. Lahouari Addi, tout professeur d'université qu'il est, professe des idées politiques dont je n'ai pas à juger. Son positionnement politique se donne à lire à travers ses nombreuses interventions publiques ainsi que les pétitions qu'il signe.

La rigueur scientifique commande de dissocier entre l'attitude politique et l'attitude scientifique, voilà tout. Le positionnement politique fait, souvent, appel à l'émotion qui trouble la clarté de l'analy-

se. La démarche scientifique vise, au contraire, à se libérer des lieux communs pour émettre non plus des opinions mais des conclusions validées. Je ne commettrais pas l'indécatesse de rappeler à Lahouari Addi l'exemple du «soldat américain», ce relevé de lieux communs battu en brèche, dans «Le métier de sociologue» par Pierre Bourdieu et ses compagnons.

Il s'agissait, justement, à propos de militaires américains durant la Seconde Guerre mondiale, de croyances communes au sein de l'opinion, fondées sur une fausse perception de la réalité et non recoupées par l'observation scientifique. Pour clore ce premier volet de mon commentaire, je souligne donc que j'ai utilisé le terme «hostilité vis-à-vis de l'institution militaire» relevé par Lahouari Addi à propos du mode opératoire qu'il a choisi pour examiner l'institution militaire et les services de renseignement en Algérie.

J'admets que la formule peut paraître incongrue en la circonstance mais il est clair que c'est le mode opératoire que je visais. Lahouari Addi a bâti des conclusions en s'appuyant sur des présupposés qu'il n'a pas pris la précaution de valider et qui, en règle générale, drainent une image, par avance, péjorative des phénomènes étudiés. Voilà le cœur de mes réserves. Il ne s'agissait, nullement, de récuser arbitrairement les opinions de notre sociologue, encore moins de juger de ses convictions patriotiques.

Dès lors qu'il n'a jamais été dans mon intention de contester à Lahouari Addi le droit de critiquer l'histoire de la guerre de Libération nationale, hommes, institutions et épopées, sur quoi porte, de manière plus perceptible, les divergences évoquées ? Lahouari Addi nourrit, légitimement, un sentiment de suspicion vis-à-vis des tentatives d'écriture, sous forme hagiographique, de l'histoire nationale.

Il est fondé à craindre que ces tentatives ne servent des desseins cachés, comme refuser d'admettre les erreurs imputables aux dirigeants de la Révolution algérienne. J'ai retrouvé, à travers le net, un texte pertinent où il explique parfaitement cette prévention. «L'histoire officielle, écrit-il,

n'est pas l'histoire des sciences sociales ; elle est épopée mythique, elle est mystique de la commémoration donnant plus d'importance au passé qu'au présent, marquant plus de respect pour les morts que leurs descendants en vie.»

Fort bien. Mais, alors, quelle histoire faut-il écrire ? Je suppose que c'est l'histoire scientifique fondée sur la connaissance objective ? Justement, cette histoire présente la caractéristique de ne pas se fondre dans le moule des «prénotions», précaution que Lahouari Addi semble avoir négligée. Examinons, pour s'en convaincre, l'article publié en 1999, par Lahouari Addi dans *Algérie Libre* puisque c'est lui qui aura été à l'origine de tout ce débat. Notre sociologue y développe deux affirmations qui ne sont pas étayées sur le plan scientifique.

La première affirmation, citée juste pour l'exemple, dispose que M. Abdelaziz Bouteflika appartenait à l'encadrement du MALG. Evoquant, en effet, les membres de cet encadrement sous l'appellation péjorative d'«enfants de Boussouf», Lahouari Addi prend le risque osé d'une confusion essentielle : «Bouteflika en fit partie, affirme-t-il, puisque l'adjoint de Boussouf, c'était Boumediene et que Bouteflika était sous les ordres de ce dernier (Boumediene).»

Naturellement, ce raccourci a fait sourire bien des compagnons de Boussouf, Boumediene et même Bouteflika parmi ceux à qui je me suis permis de le soumettre.

Indépendamment de la confusion commise entre structures spécifiques de la Wilaya V et appareils du ministère de l'Armement et des Liaisons générales (qui fut d'abord un département du Comité de coordination et d'exécution), Addi Lahouari fait preuve de méconnaissance flagrante d'épisodes essentiels du conflit état-major général de l'ALN - GPRA, puisqu'une méfiance réciproque avait fini par s'instaurer entre le colonel Boumediene et Abdelhafidh Boussouf qui s'était prolongée jusqu'à leurs collaborateurs.

Contre toutes les idées reçues, il faut souligner qu'après l'indépendance, le colonel Boumediene avait plutôt songé à mettre en

quarantaine les cadres du MALG. Il craignait, en effet, leur capacité de nuisance et ne s'était ravisé que lorsqu'il perçut que le président Ben Bella allait les récupérer à son profit.

La deuxième affirmation se rapporte à la description de l'encadrement du MALG. Une description qui constitue une juxtaposition de clichés plutôt que le résultat d'une véritable observation fondée sur des données objectives. Retenons pour la démonstration cette acerbe sentence de Lahouari Addi : «Ces fameux enfants de Boussouf qui voient des traîtres partout et qui ont une haine pour les élites civiles.»

C'est cette sentence qui m'a interpellé au point de m'avoir conduit à reconstituer cette histoire méconnue de la première promotion de cadres de la Wilaya V. J'ai recouru à la publication du témoignage à l'effet d'apporter, précisément, la preuve qu'une réalité sociale, par essence complexe, ne pouvait être consignée dans une formule pour le moins réductrice, en tous les cas, énoncée à l'emporte-pièces.

Nonobstant les qualités personnelles intrinsèques que pouvaient receler ces «boussouf-boys», il eût été plus indiqué, au titre d'une démarche qui se voulait scientifique, que le chercheur Lahouari Addi s'intéresse, méthodiquement, à l'origine sociale de ces cadres, à leur cursus de formation et à leur itinéraire professionnel. A partir de là, il aurait été fondé à émettre des hypothèses plus plausibles.

C'est, donc, cette propension à confondre entre statut politique et statut scientifique, avec une difficulté évidente à se libérer des prénotions, qui pose problème dans la démarche du sociologue Lahouari Addi. C'est un usage qui ne lui est pas singulier.

Pour illustrer cette assertion, je vais citer le meilleur de nos historiens vivants en la personne de Mohamed Harbi. Je voudrais, par avance, rassurer mon distingué professeur dont je garde le souvenir le plus attachant puisque j'ai eu l'honneur d'être son étudiant à La Sorbonne dans les années soixante-dix. Naturellement, Mohamed Harbi est bien mieux outillé que moi pour traiter des questions liées à l'his-

toire contemporaine de l'Algérie. Je respecte ses analyses pleines de vivacité sur le mouvement national algérien mais je considère, souvent, que ses jugements sont trop tranchés pour ce qui concerne l'institution militaire en Algérie, guerre et après-guerre.

Il ne s'agit pas de contester à notre éminent historien le droit de critiquer l'institution militaire.

Il s'agit, simplement, de souligner l'obligation morale et méthodologique qui s'impose au chercheur de dissocier entre les positions émises en tant qu'acteur politique et celles qui sont développées en rapport avec les seules nécessités de la connaissance scientifique.

Que mon respectable aîné me pardonne cette incartade qui ne veut, en aucune manière, être de l'impertinence. C'est, encore une fois, pour les besoins de la démonstration que je recours à ces cas extrêmes.

Voici, donc, une affirmation relevée dans un article intitulé «L'Algérie prise au piège de son histoire» que Mohamed Harbi a publié, en mai 1994, dans les colonnes du *Monde diplomatique* : «Contre le «socialisme boumedieniste», le nouveau réarmement moral est assuré par les généraux El-Hachemi Hadjeres, Mohamed Alleg et Larbi Lahcène qui, en 1986, avaient préconisé la proclamation d'un Etat islamique.»

Pour avoir évolué, à l'époque, au cœur du processus politique au sein de l'institution militaire, je peux affirmer, sans crainte d'être démenti, que cette affirmation est sans fondement.

Je peux même souligner que le regretté général Larbi Lahcène, à la faveur du congrès extraordinaire du FLN en 1986, avait défendu, en sa qualité de directeur du Commissariat politique, une position plutôt contraire à celle qui lui attribue Mohamed Harbi.

Notre historien s'est-il appuyé sur un document dont il n'aurait pas vérifié l'authenticité car sa teneur ne correspond en rien à la réalité ? L'affirmation de Mohamed Harbi pourrait tout aussi bien reposer sur une simple reproduction mimétique de notions communes.

1111

Les trois officiers généraux, en effet, ont pour point commun de partager une solide culture arabo-phonie et d'avoir suivi les enseignements de l'Institut Ben Badis de Constantine (établissement relevant de l'Association des Uléma musulmans algériens) avant de rejoindre l'Armée de libération nationale.

C'est une piste tentante pour se hasarder à une affirmation du genre de celle que nous livre Mohamed Harbi, mais elle ne résisterait pas à une confrontation méthodique avec les faits.

Nonobstant ces divergences méthodologiques, il est exact, par ailleurs, que nos positions respectives, Lahouari Addi et moi-même, ne coïncident pas, également, du point de vue de la mise en perspective historique.

En toute lucidité, est-il nécessaire, comme s'il s'agissait de verser un droit d'accès à la sollicitude des opinions occidentales, de focaliser toute l'attention sur l'assassinat d'Abane Ramdane plutôt que sur celui de Larbi Ben M'hidi ? Ecrire l'histoire selon les règles établies de la recherche académique, certainement. S'astreindre à une posture d'autoflagellation, sûrement pas.

Il m'intéresse, au plus haut point, de reconstituer l'écheveau complexe lié à l'apparition du conflit qui au sein du Comité de coordination et d'exécution a débouché sur la mort violente de Abane Ramdane. Je suis, d'ailleurs, tout aussi concerné par l'éclaircissement des conditions de la mort de nombreux autres combattants de la liberté dont il faudra reconstituer la substance du combat légitime.

Tout cela, cependant, pour mieux comprendre le déroulement de l'histoire de mon pays, pas pour dresser, à titre posthume, des échafauds. Quel complexe nourrir ? Observez l'histoire ensanglantée de France ! Avec les fondateurs de la République assassinés et tous ces maréchaux d'empire sacrifiés, l'imaginaire du peuple français a-t-il cessé d'entretenir vivante l'épopée de Napoléon ?

Faisons une halte pour faire le point. Des problèmes de méthode ont été invoqués. Une confusion de postures, attitude politique et comportement scientifique, avec une propension à subir «les prénotions». Ensuite, un problème de mise en perspective historique. Il est possible d'illustrer, à nouveau, ces remarques par référence à la description que nous livre Lahouari Addi du regretté Abdelhafidh Boussouf.

Dans la mise au point

qu'il a publiée dans les colonnes du *Soir d'Algérie*, Lahouari Addi se livre, en effet, à des jugements péremptoirs, d'ordre moral plus que scientifique, sur la personne du dirigeant disparu. Il impute, en premier lieu, à Abdelhafidh Boussouf, un comportement vis-à-vis de l'ancien président du GPRA, Ferhat Abbas, qu'il faudrait valider par des témoignages irréfutables. Que des divergences aient opposé les deux hommes, c'est certain.

Que ces divergences se soient traduites par de l'hostilité et du mépris ainsi que des insultes publiques, il faudrait le prouver. D'ailleurs, le membre de phrase qui accompagne ce tableau est édifiant. Il est, exactement, de la même veine que le jugement porté sur les «boussouf-boys» qui a suscité ce débat.

C'est, en toute clarté, que notre sociologue décrète que cette attitude du défunt Abdelhafidh Boussouf à l'égard de Ferhat Abbas était révélatrice «d'une haine pour les politiciens et les valeurs libérales» ! Sur le même registre, Lahouari Addi se livrant à une comptabilité macabre des morts impute à notre ancien dirigeant des services de renseignement de guerre, la responsabilité «de liquidation de centaines de militants du FLN dont le plus célèbre est Abane Ramdane».

Si nul ne conteste l'assassinat du regretté Abane Ramdane, comment prouver la liquidation de certaines de militants du FLN ? S'agit-il de la Bleuite qui a touché, essentiellement, l'intérieur du pays ?

S'agit-il d'exécutions ordonnées par le MALG ? Des cas de disparitions peuvent avoir existé, mais de la à évoquer des centaines de cas, voilà une liberté qu'il faut justifier.

Pour clore, Lahouari Addi admet, enfin, que «Boussouf a été un chef nationaliste» mais c'est pour ajouter, aussitôt, qu'«il cultivait la suspicion au plus haut degré».

Diable, a-t-on vu un service de renseignement même dans les pays de vieille démocratie fonctionner autrement que sur le mode de la suspicion, à la manière d'une vigilance épistémologique systématique ? Pourquoi Lahouari Addi ne s'intéresse-t-il pas à une autre dimension de ce dirigeant qu'il malmène un peu trop légèrement ?

Pourquoi occulte-t-il l'appel franc et massif, dirais-je, qu'il a lancé, le premier, à l'élite du pays ? Un homme aussi respectable que si Abdelhamid Mehri m'a révélé que son pair du GPRA lui avait affirmé, au moment où il devait mettre en place le tout nouveau ministère de

l'Armement et des Liaisons générales, «qu'il se passerait du concours de ceux qu'il surpassait en connaissances pour ne faire appel qu'à ceux qui le dépassaient». Pourquoi ne s'intéresse-t-il pas à l'attitude singulière qu'il a adoptée face au conflit état-major de l'ALN - GPRA puisqu'il est établi, désormais, documents à l'appui, qu'il a refusé de s'impliquer dans une lutte fratricide non sans convier ses collaborateurs à suivre son exemple ? Il ne s'agit pas de cultiver ce que Lahouari Addi appelle «la réification», processus de chosification qui débouche sur une attitude d'adoration face aux personnes et aux institutions. Rétablir les faits de manière scientifique, voilà juste ce qui est demandé...

Mais ne nous éloignons pas du cœur de notre débat. La confusion de statuts chez Lahouari Addi le conduit à des généralisations excessives et parfois à des extrapolations presque naïves.

Dans un article intitulé «L'armée, la nation et la politique» publié en avril 2003 par le *Jeune Indépendant*, Lahouari Addi, à propos de tout l'encadrement de l'armée, se commet à un jugement dont les fondements objectifs ne sont pas évidents.

Ce sont tous les officiers, cette fois ci, non pas seulement les cadres de la Sécurité militaire, qu'il juge «incapables de faire la différence entre la république, communauté de tous les courants politiques nationaux, et le régime, groupe d'hommes organisés en réseaux pour demeurer indéfiniment aux commandes de l'Etat». A cette fin, «demeurer indéfiniment aux commandes de l'Etat», l'armée disposerait, selon notre sociologue, de «la sécurité militaire, véritable police politique au-dessus de l'Etat».

Avec une ingénuité qui laisse perplexe, Lahouari Addi propose, alors, «la dissolution complète et totale de la sécurité militaire (...), tous ses services devant être remplacés par un seul organe qui ne s'occupe que de la protection de l'armée en tant qu'institution, du moral des troupes et du contre-espionnage» ! Une naïveté qui se nourrit d'une méconnaissance totale des aspects constitutifs de la problématique de sécurité nationale, aspects doctrinaux comme aspects organiques.

A lire la recommandation formulée par Lahouari Addi, l'on est fondé à s'interroger si notre éminent sociologue considère que la société doit se réguler de manière naturelle en matière de sécurité, sans devoir disposer d'instruments adéquats ni mettre en place des dispositifs appro-

priés. En fait, il ressort bien que l'objectif concerne plus le démantèlement de la sécurité militaire que son remplacement par un vrai dispositif de substitution destiné à assurer la sécurité de toute la nation. Les relents du positionnement politique prennent le pas, encore une fois, sur les exigences de la connaissance scientifique.

Pour clore cet aspect de l'exposé, je voudrais souligner que le point d'achoppement, à propos du débat que nous n'avons pu mener à terme, aura porté sur une condition révélatrice sur la nature des divergences m'ayant opposé à Lahouari Addi.

Notre sociologue aurait voulu que le débat s'enclenche à partir du moment où, ayant condamné mes anciens chefs au sein des services de renseignement, et pourquoi pas mes compagnons, j'aurais manifesté ma disponibilité à participer à leur pendaison.

Je force le trait, naturellement. Mais le sens y est. Je n'aurais pas, en quelque sorte, le privilège de participer au débat projeté sans avoir apporté les preuves que j'ai bien rompu les amarres avec mon ancienne corporation en reniant, autant que possible, tout mon passé.

C'est cette démarche manichéenne que je refuse. Autant je ne suis pas fondé à excommunier Lahouari Addi d'un débat qui concerne toute la nation, autant je ne lui concède pas le droit de m'excommunier pour le motif qu'il a choisi.

Pour le reste, j'admets la pertinence de certaines hypothèses de travail formulées par Lahouari Addi. Sur le plan conceptuel, il est clair qu'un processus démocratique repose, fondamentalement, sur la souveraineté absolue du peuple. S'agissant du rôle de l'institution militaire, sujet de prédilection dans les échanges avec Lahouari Addi, je suis arrivé à la conclusion que, désormais, l'institution militaire, même dans les circonstances les plus graves, n'a plus vocation à se substituer à la volonté du peuple. Tout au plus, peut-elle accompagner cette volonté populaire lorsqu'elle est requise de manière légitime.

C'est, je le pense, cet état d'esprit qui va prévaloir au sein de la nouvelle élite militaire. Par conséquent, la thèse récurrente de la domination de la vie politique par l'armée et de sa régulation par les services de renseignement relèverait, de plus en plus, de la fiction.

La transformation du système n'est plus assujettie, de ce fait, à une implication opérationnelle de l'institution militaire. Je n'af-

firme pas cela pour disculper les chefs militaires qui sont considérés comme à l'origine de la crise actuelle.

Encore une fois, je me situe sur le plan de la connaissance scientifique pas du jugement moral. Force est de constater que le monde évolue à un rythme devant lequel seuls les protagonistes officiels en Algérie semblent désarmés. C'est à ce titre que la léthargie qui frappe l'élite politique qui frappe le pays avec cette résignation qui se nourrit d'une soumission volontaire à l'état des choses devient consternante.

Ce n'est pas en invoquant, à chaque détour de phrase, la prééminence politique de l'armée et la domination des services de renseignement sur le fonctionnement de l'Etat que l'élite politique contribuera à faire renouer l'Algérie avec sa marche vers le système démocratique.

C'est un comble, à cet égard, que ce soit un néophyte qui appelle l'attention d'un éminent sociologue sur le cours impétueux de la dynamique sociale. Il faut parvenir à mobiliser le peuple algérien et l'imprégner du sens du combat à mener.

C'est incontestable. Khatib Youcef, plus connu sous le nom de colonel Hassan, se référant à l'âge de la plupart des chefs de la guerre de Libération nationale et des moudjahidines qu'ils commandaient, me rappelait, à cet égard, tout récemment, que «c'est la jeunesse qui a fait triompher, en dernier ressort, la Révolution algérienne».

Comment songer à faire renouer l'Algérie avec le progrès, le développement et la justice lorsque le fil est si ténu, pour ainsi dire inexistant, entre l'élite officielle, apparente, et tous ces jeunes qui constituent la réalité du peuple algérien ? Conquérir la société réelle, en faire un levier de transformation du système, la doter d'un vrai projet national, voilà le défi.

Lorsqu'un peuple déterminé se met en mouvement, toutes les forces du monde liguées ne peuvent lui résister.

Rendons grâce à Lahouari Addi qui a eu l'idée lumineuse, à cet égard, de recueillir, quelque temps avant sa mort, de la bouche du défunt commandant Si Moussa, un protagoniste essentiel de l'état-major de l'ALN, cette formule de bon sens : «Il faut aider l'armée à cesser d'être un pilier du régime pour devenir, avec l'administration, un pilier de l'Etat.»

Mais voilà qui nous éloigne, quelque peu, de l'objet initial de ce commentaire. En quoi, malgré nos positions divergentes, nous pourrions, Lahouari Addi comme moi-même,

contribuer à rendre au peuple algérien la clarté de sa conscience ? Tout récemment, j'ai rendu visite, donc, au siège de la Fondation de la Wilaya IV qu'il préside, à ce chef de la guerre de Libération nationale, si digne et si humble, le colonel Youcef Khatib dit Si Hassan.

Egal à lui-même, je l'ai vu évoquer en termes émouvants ses compagnons disparus, regrettant, sincèrement, que toute la masse de documents accumulés par la Fondation qu'il anime ne soit pas exploitée, à bon escient, ou si peu, par les chercheurs et étudiants algériens qu'il n'a cessé de solliciter.

Il a tenu à souligner qu'aucune caution ni garantie n'était exigée pour accéder à ces archives et matériaux, sinon l'engagement d'en faire usage scientifique, pas même apologétique.

M'intéressant, également, à la trajectoire brisée du moudjahid Abbas Laghrour, cet autre dirigeant méconnu de la guerre de Libération nationale, je pris contact avec son frère cadet qui s'efforce, avec une rare application, à reconstituer le fil de l'histoire occultée sinon malmenée de la Wilaya I.

Quelle ne fut ma stupéfaction d'apprendre que l'officier français qui combattit Abbas Laghrour dans les maquis auréliens s'était livré, de bonne grâce, à une longue séance d'enregistrement d'un témoignage circonstancié, particulièrement éclairant sur l'aptitude au combat du défunt Abbas Laghrour. Combien de témoins oculaires survivants du combat de Abbas Laghrour se sont donné la peine de consigner leur témoignage ? Combien de chercheurs et d'étudiants algériens se sont imposé la mission harassante d'aller à la rencontre de ces survivants pour les aider à exorciser les démons qui sommeillent toujours dans leur conscience ?

Voilà en quoi je considère, la mort dans l'âme, que nous tous, intellectuels algériens, portons une part de responsabilité dans l'issue préjudiciable à la mémoire nationale de ce combat d'idées qui se dessine entre les deux conceptions opposées de l'histoire, l'histoire manipulée à des fins politiques et l'histoire scientifique destinée à cultiver «le remembrement du fonds commun de la nation algérienne», selon l'heureuse formule du regretté Mostefa Lacheraf.

En lui permettant de remem brer son fonds commun, nous apportons au peuple algérien le le vain dont se nourrissent, toujours les nations qui veulent marquer de leur empreinte l'histoire universelle.